

04 -02-1997

COMMISSION PERMANENTE DE
CONTROLE LINGUISTIQUE

1000 BRUXELLES
Rue Royale 47
Tél. : 02/500.21.11



Monsieur Marcel COLLA
Ministre des Pensions

Boulevard Bischoffsheim, 33
1000 BRUXELLES

Votre lettre du

Vos références

Nos références

Annexes

28.063/II/PF
MD/DV

OBJET: Emploi des langues lors de la correspondance échangée entre l'Office national des Pensions (O.N.P.) et l'Office des Pensions au Canada au sujet d'un ayant droit francophone.

Monsieur le Ministre,

En séance du 9 janvier 1997, la Commission permanente de Contrôle linguistique (C.P.C.L.), siégeant sections réunies, a examiné la plainte d'un ayant droit francophone qui, bénéficiant d'une pension à charge de la Belgique et d'une pension canadienne, a reçu de l'Office canadien des Pensions un document anglais, suite à l'utilisation de l'anglais par l'O.N.P.

Concrètement le plaignant dénonce d'une part le fait que l'O.N.P. lui aurait transmis des documents rédigés en anglais sur papier à en-tête néerlandais et, d'autre part, le fait que l'O.N.P. en utilisant l'anglais dans ses rapports avec l'Office des pensions canadien au sujet de son dossier pension, a induit ainsi l'administration canadienne en erreur.

Il ressort des documents annexés à la plainte ainsi que des renseignements communiqués par l'Office national des pensions ce qui suit:

- 1° L'Office national des Pensions utilise toujours, dans ses contacts téléphoniques ou épistolaires avec les ayants droit celle des trois langues nationales dont ils ont fait usage.

Le choix de la langue à utiliser avec d'autres organismes étrangers ressortit à la compétence exclusive de l'Office national des Pensions; selon la règle suivie en la matière, l'anglais est utilisé avec le Canada;

- 2° L'Office canadien des Pensions utilise l'anglais ou le français avec ses correspondants selon le désir de l'intéressé. Le document anglais envoyé au plaignant par l'Office canadien des Pensions était destiné à l'administration belge en réponse à une demande rédigée en anglais par cette dernière.

Selon la Commission canadienne des langues officielles, le plaignant n'aurait pas dû recevoir ce document puisqu'il est clairement indiqué à l'administration canadienne des pensions que l'intéressé est francophone; entretemps la situation de ce dernier a été clarifiée à l'Office canadien des Pensions.

*

*

*

En ce qui concerne le premier point de la plainte, il ressort de l'examen des documents transmis par le plaignant que l'Office national des Pensions a utilisé le français dans ses rapports avec l'ayant droit et a donc respecté l'article 41, § 1, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées par arrêté royal du 18 juillet 1966 (L.L.C.). La plainte est non fondée sur ce point.

Quant à l'emploi de l'anglais par l'Office national des Pensions dans ses relations avec l'Office canadien des Pensions, la C.P.C.L. n'est en principe pas compétente en la matière; en effet, les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, ne règlent pas la langue des rapports entre un service public belge et un organisme étranger.

La C.P.C.L. suggère toutefois à l'O.N.P. d'utiliser de préférence l'une de nos trois langues nationales, lorsque celle-ci est une langue officielle de l'organisme étranger et est requise par le particulier dans ses rapports avec cet organisme et avec l'O.N.P.

Copie du présent avis est envoyée au plaignant.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

Le Président,

A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS